



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

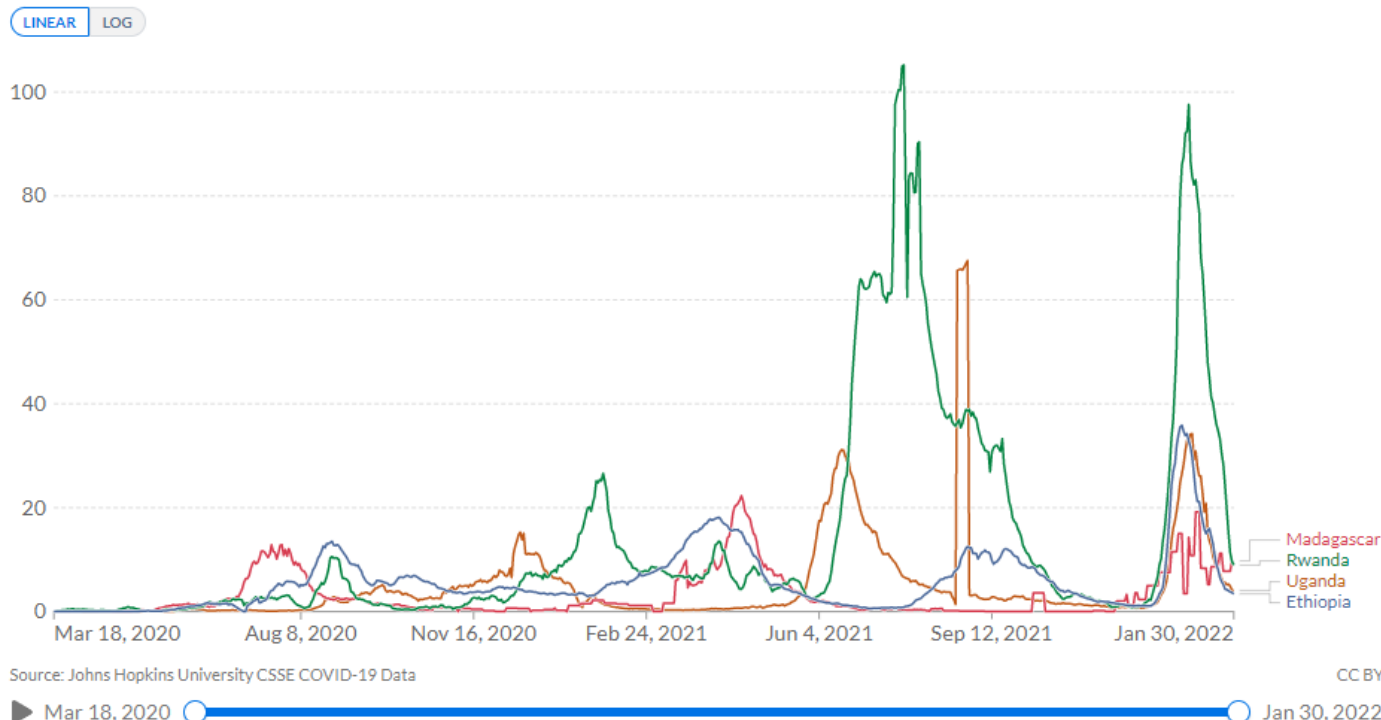
1<sup>er</sup> février 2022

## Evolution de la situation sanitaire

### Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World  
in Data



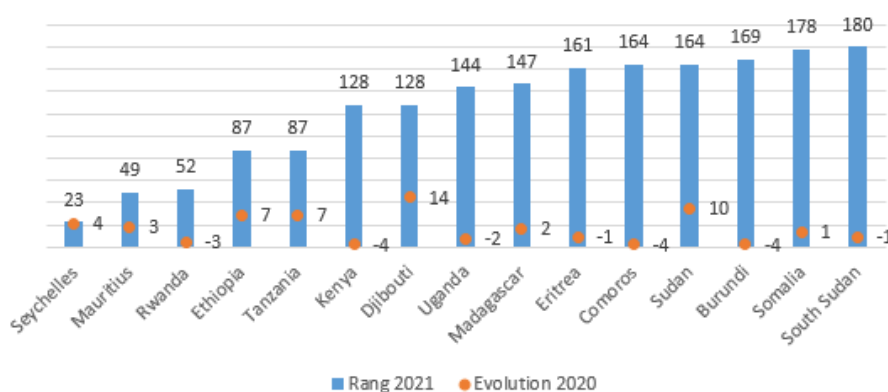
## Les Etats membres de la ZLECAf concluent les négociations sur les règles d'origine pour renforcer le libre-échange

Les Etats membres de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ont conclu samedi leurs négociations sur les *rules of origin*, c'est-à-dire les critères nécessaires pour déterminer la source nationale d'un produit, une mesure qui devrait permettre de réduire les droits de douanes sur les biens d'origine au sein du continent africain. Ebrahim Patel, président des ministres du Commerce de l'Union africaine (UA), a déclaré lors d'une conférence de presse que les mesures adoptées pourraient couvrir 87,7% des marchandises figurant sur les lignes tarifaires des États membres de l'UA, permettant à ces derniers d'instituer légalement ces nouvelles règles.

## L'Indice de perception de la corruption (IPC) publié par Transparency International

L'IPC est un indicateur qui note et classe les pays en fonction du degré de corruption présent dans le secteur public d'un pays tel qu'il est perçu par les experts et les chefs d'entreprise. Le classement 2021 montre que la crise sanitaire, les conflits armés et les menaces terroristes exacerbent les problèmes de corruption déjà présents dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien (AEOI). Les Seychelles, avec un score de 70 sur 100 (plus le score est élevé, plus le niveau de corruption perçu est faible), arrivent à la 23<sup>ème</sup> place au classement mondial en 2021 et à la première des pays de l'AEOI. Si la hausse de son IPC de 18 points depuis 2012 peut être attribuée aux réformes menées sur le plan du gouvernement ouvert et de la lutte contre la corruption, les Seychelles doivent encore réformer le secret bancaire qui en fait une destination privilégiée pour l'évasion fiscale. La Tanzanie connaît également une amélioration significative sur l'IPC, en hausse de 8 points depuis 2014 et qui s'établit à 39. A l'inverse, la Somalie et le Soudan du Sud, avec des scores respectifs de 13 et 11, se situent en bas du classement (respectivement à la 178<sup>ème</sup> et 180<sup>ème</sup> place au niveau mondial, et également à l'avant-dernier et dernier rang au niveau des pays de l'AEOI).

Classement mondial de l'Indice de Perception de Corruption  
(rang/180)



## Burundi

### Lancement officiel du Projet d'appui à la gouvernance économique et financière (PAGEF)

Le 21 janvier a eu lieu de lancement officiel du PAGEF, ainsi que sa première réunion du comité de pilotage. Financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français pour un montant équivalent à 900 000 EUR (2 Mds BIF) et mis en œuvre par l'ambassade de France au Burundi et Expertise France, il a pour mission d'apporter une aide aux ministères de la fonction publique, du travail et de l'emploi et celui des Finances, du Budget et de la planification économique. Le PAGEF est ainsi dédié au renforcement de l'administration burundaise en termes de gouvernance financière et de gestion de la performance en apportant des appuis techniques aux institutions de formation et de contrôle emblématiques de l'administration publique burundaise, telles que l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), l'Institut Supérieur de Gestion des Entreprises (ISGE) et son organe de contrôle qu'est la Cour des Comptes.

### Bilan semestriel du ministère des Finances

Domitien Ndiokubwayo, ministre des Finances, du Budget et de la Planification économique, a présenté lundi dernier le bilan de son ministère. Il a entre autre évoqué les 1,32 Mds BIF (660 145 USD) qu'ont permis de recouvrir la lutte contre la fraude douanière et fiscale et la campagne de recouvrement des montants établis non contestés. En matière de mobilisation des financements extérieurs, des accords ont été signés avec l'Union Européenne pour une enveloppe de 17,7 MEUR (39,4 Mds BIF) et avec la Banque Mondiale pour un montant de 80,0 MUSD (159,7 Mds BIF). Le taux d'exécution

des dépenses du budget de l'Etat au cours de l'exercice budgétaire 2020 - 2021 était quant à lui de 38,9%, pour une prévision annuelle des dépenses de plus de 1,3 Mds BIF (650 142 USD). Selon le ministre, ce taux s'explique par le faible niveau d'exécution des investissements publics sur la période. Le taux d'exécution pour les salaires et traitements était quant à lui de 48,6 %, et de 12,1% pour les investissements sur les ressources naturelles.

## Comores

### Le secteur privé a bénéficié de 10 MEUR dans le cadre du plan d'accompagnement depuis octobre 2021

Le ministère comorien de l'économie a fait part le 1<sup>er</sup> février 2022 du bon déroulement du plan d'accompagnement du gouvernement annoncé en octobre 2021 en faveur des opérateurs économiques rencontrant des difficultés d'approvisionnement et de logistique. Une ligne de crédit de 11 MEUR mise en place avec des banques partenaires a été accordée en faveur de 16 opérateurs sélectionnés parmi 150 entreprises candidates, dont 10 MEUR ont été décaissés depuis octobre. L'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture (Uccia) a pour sa part sollicité la mise en œuvre d'un plan d'accompagnement global de 40 MEUR.

## Djibouti

*Pas de brèves cette semaine*



## 🌐 Erythrée

### Signature du nouveau cadre de coopération stratégique des Nations Unies

Le cadre de coopération pour un partenariat stratégique (SPCF) 2022-2026 a été signé le 25 janvier à Asmara. Le programme prévoit des projets dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, de l'énergie, de l'industrie, de l'éducation et de la santé. Fondé sur deux piliers - « le développement et le bien-être humain » et « une économie inclusive, diversifiée et résiliente au climat » - ce cadre décrit la vision collective et la réponse commune des agences des Nations Unies en Érythrée et répond directement aux objectifs de la Charte nationale du Front populaire pour la démocratie et la justice (PFDJ) et aux Objectifs de développement durable (ODD). Le cadre de coopération précédent (2017 - 2021) avait bénéficié d'un financement de 320 MUSD.

## 🌐 Ethiopie

### 283 MUSD générés par les exportations minières

Les exportations minières auraient généré 283 MUSD au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021/22. Alors que les exportations d'or ne totalisaient que 196 MUSD sur l'année fiscale 2019/20, elles ont atteint 682 MUSD sur l'année fiscale 2020/21, soit une multiplication par 3,5. Ces résultats s'expliqueraient par (i) un contrôle renforcé des frontières dans le cadre de la Covid-19, (ii) une formalisation des échanges (iii) une hausse des prix de l'or sur les marchés internationaux (+73%). Nouveau secteur à fort potentiel de génération de devises, le gouvernement vise 1 MdUSD de recettes annuelles par les exportations d'or.

### Rachat de la brasserie *Meta Abo Breweries* par le groupe BGI-Castel

L'entreprise BGI, filiale du groupe français Castel, a annoncé le 25 janvier l'acquisition d'une brasserie, *Meta Abo Breweries*, jusqu'ici détenue par le britannique Diageo. Située à Sebeta, à 20 km de la capitale Addis-Abeba, la brasserie s'étend sur un site de près de 40 ha et dispose, outre la bière Meta, d'une ligne de production du soda *Guinness Malta*, un des produits de Diageo les plus vendus sur le continent africain. *Meta Abo*, qui appartenait auparavant au gouvernement éthiopien, avait été racheté par Diageo en 2012 pour 225 MUSD. Ce rachat permet au groupe français de consolider ses parts de marché, alors que l'activité de l'entreprise a été affectée par la guerre avec le Tigré, deux de ses cinq brasseries étant situées dans des zones fortement touchées par le conflit.

### Un taux d'emploi des jeunes de 57 %

Selon une étude sur la population active et les migrations portant sur 51 000 ménages de l'Agence centrale des statistiques éthiopienne, le taux d'emploi des jeunes de 15 à 29 ans s'élèverait à 57,4 % au niveau national (64,9 % pour les hommes, 50,6 % pour les femmes). En milieu rural, ce taux serait de 64,9 %, contre 50,6 % en milieu urbain. Le taux de chômage global atteindrait 8,0 % au niveau national – 5,0 % chez les hommes contre 11,7 % chez les femmes. En milieu urbain, le taux de chômage est estimé à 17,9 % (11,2 % chez les hommes, 25,4 % chez les femmes), contre 5,2 % en milieu rural (3,4 % chez les hommes, 7,8 % chez les femmes). Le taux de chômage des jeunes représenterait 11,8 % chez les 15 - 29 ans (7,4 % pour les hommes, 16,4 % pour les femmes), 23,1 % en milieu urbain contre 8,1 % en milieu rural.

## Construction d'un data center de 100 MUSD par Safaricom Ethiopia

*Safaricom Ethiopia*, qui a remporté l'appel d'offres pour la vente de la première licence télécom dans le pays, a annoncé la construction d'un data center à Addis-Abeba d'un montant de 100 MUSD. Ce centre ferait partie d'un investissement plus large de l'entreprise de 300 MUSD sur les cinq premières années. Selon le Directeur général de la technologie du groupe, des *data centers* de ce type seraient ensuite répliqués dans le pays, en commençant par Adama et Dire Dawa.

## Kenya

### L'inflation s'établit à 5,4% en janvier 2022

Pour le 5<sup>ème</sup> mois consécutif et après un pic à 6,9% en septembre 2021, l'inflation en glissement annuel, diminue et s'établit à 5,4% en janvier (5,7% en décembre). Cette hausse est principalement due à l'augmentation des prix de l'alimentation et les boissons non alcoolisées (8,9%); des transports (6,8%) et du logement, de l'eau, de l'électricité, gaz et autres combustibles (5,1%) entre janvier 2021 et 2022. Entre décembre 2021 et janvier 2022, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,3 point de pourcentage. Durant cette période, la plus forte augmentation des prix se retrouve dans la catégorie de l'alimentation et les boissons non alcoolisées (+1,1%) tandis que les prix du logement, de l'eau, de l'électricité, gaz et autres combustibles (-0,8%) et du transport (-0,1%) diminuent.

### Un budget supplémentaire de 126,3 Mds KES

Début février 2022, le gouvernement kényan a présenté un budget supplémentaire d'un montant de 126,3 Mds KES (1,1 Md USD) à

l'Assemblée nationale. Ce budget vise à répondre à la sécheresse qui sévit dans les comtés du nord du Kenya, à revoir à la hausse les provisions pour les dépenses liées à la sécurité, aux projets de lois en suspens, à la hausse des dépenses liées à la Covid-19, à l'organisation des élections générales de 2022 et aux besoins en infrastructures. Les principales allocations budgétaires de cette rallonge sont ainsi les 26,6 Mds KES (234,1 MUSD) qui iront à *Kenyan Airways* dans le cadre du programme de restructuration de la compagnie mené par les autorités; 24,7 Mds KES (217,4 MUSD) au fonds de stabilisation économique; 15,1 Mds KES (132,9 MUSD) au ministère de l'Intérieur pour les dépenses sécuritaires liées aux élections; 14,9 Mds KES (131,1 MUSD) au ministère de la Santé, notamment pour les achats supplémentaires de vaccins contre la Covid-19; 8,8 Mds KES (77,4 MUSD) à la commission en charge de la tenue des élections générales d'août; et 8,5 Mds KES (74,8 MUSD) à l'éducation. Cette nouvelle allocation fait passer le budget total pour l'année fiscale 21/22 à 3 380 Mds KES (29,8 Mds USD).

### Le Conseil prolonge la recherche d'un expert pour superviser la voie rapide Mau Summit

La *Kenya National Highways Authority* (KeNHA) a reçu l'ordre de terminer la recherche d'un expert indépendant pour superviser la construction de l'autoroute Nairobi-Nakuru-Mau Summit, d'une valeur de 160 Mds KES (1,41 Md USD). Faisant partie du corridor nord, l'autoroute de 233 km devrait desservir une population estimée à 6 millions d'habitants et 19 millions d'autres vivant dans le comté de Nakuru et au-delà. Le *Public Procurement Administrative Review Board* (PPARB) a donné 14 jours à KeNHA pour compléter le processus, qu'il avait annulé le 14 décembre au motif que l'évaluation avait dépassé les 21 jours requis par la loi.

## Madagascar

### La Banque centrale relève le taux de facilité de dépôt à 4,1 %

A l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire le 1<sup>er</sup> février 2022, la Banque centrale malgache (BFM) a décidé de relever le taux des facilités de dépôt de 3,8 % à 4,1 % et a maintenu à son niveau précédent celui des facilités de prêt marginal à 7,2 %. Le taux directeur demeure inchangé à 9,5 %, tout comme le coefficient des réserves obligatoires unique à 13 %. La Banque centrale a noté certaines pressions inflationnistes notamment pour les produits de première nécessité (+ 8,6 % en glissement annuel) et l'énergie (+ 2 %).

## Maurice

*Pas de brèves cette semaine*

## Ouganda

### La décision finale d'investissement signée pour le projet pétrolier du Lac Albert

TotalEnergies, China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), Uganda National Oil Company (UNOC) et les gouvernements ougandais et tanzanien ont signé le 1<sup>er</sup> février 2022, la Décision finale d'investissement, d'un montant de 10 Mds EUR, entérinant l'engagement des parties. Cette signature, retardée à plusieurs reprises, consacre le lancement effectif des projets d'exploitation pétrolière de Tilenga et Kingfisher, situés sur les rives du lac Albert, ainsi que la construction de l'East African Crude Oil Pipeline (EACOP), oléoduc enterré de 1 443 km qui doit relier Hoima au port de Tanga pour acheminer le

pétrole brut destiné à l'exportation. La production sur l'ensemble des champs doit débuter en 2025, pour une durée d'exploitation d'environ 25 ans, avec un pic de production estimé à 230 000 barils/jours.

### Le gouvernement envisage de mettre fin à plusieurs projets de développement jugés non-performants

Lors de la présentation du document cadre du budget de l'exercice 2022/2023 devant la commission du budget du Parlement, le ministère des Finances, a révélé qu'il prévoyait d'annuler 17 projets de développement jugés non-performants, représentant un volume de financement de 1,2 Md USD (dont 457 MUSD ont déjà été décaissés). Il s'agit de projets restés projets inactifs depuis un long moment et qui n'évoluent toujours pas. Le ministère a mené une évaluation du portefeuille de projet, afin d'évaluer leur performance et envisager soit de la restructuration, la renégociation ou l'annulation des financements concernés. Ces mesures visent à dégager un espace budgétaire pour l'exercice 2022/2023 pour financer des besoins plus immédiats.

## Rwanda

### Total Energies signe un protocole d'accord (MoU) avec le Rwanda Development Board

Le PDG de Total Energies, Patrick Pouyanné, s'est rendu au Rwanda le 30 janvier, où il a été reçu par le président Paul Kagame. A l'issue de cette visite, un accord a été signé pour promouvoir des partenariats avec le secteur privé rwandais dans le secteur de l'énergie notamment renouvelable. Les différents domaines de collaboration prévus par l'accord comprennent la distribution de produits énergétiques tels que le gaz de pétrole



liquéfié (GPL) et la recharge électrique, la fourniture de GPL en remplacement de la biomasse, et la production d'hydroélectricité renouvelable. Il prévoit également le développement de solutions de stockage d'énergie pour le réseau électrique et le développement de solutions naturelles pour le stockage du carbone. Autre aspect de l'accord : la mise en œuvre de programmes d'éducation et de formation sur les nouvelles énergies et la transition énergétique. Enfin, le groupe français a annoncé la constitution d'une branche locale « *TotalEnergies Marketing Rwanda Ltd* », et l'ouverture d'un bureau de représentation permanent à Kigali. TotalEnergies renforce ainsi son ancrage en Afrique de l'Est sur le secteur de la production amont, mais également sur le segment de la distribution et du marketing.

### Réouverture de la frontière terrestre Rwanda - Ouganda, une aubaine pour le commerce entre les deux pays

Le poste frontière de Gatuna entre le Rwanda et l'Ouganda a été rouvert dimanche soir par le gouvernement rwandais, après trois ans de quasi-inactivité, avec une priorité donnée aux camions de marchandises et aux voyageurs essentiels des deux côtés. La fermeture de la frontière en février 2019 avait eu un impact sévère sur les liens commerciaux dans la région. Le Rwanda en tant que cinquième marché d'exportation de l'Ouganda jusqu'à la fermeture de la frontière, vendait pour environ 160 MEUR de marchandises, notamment dans l'agroalimentaire, l'alcool et du ciment. Cette fermeture avait poussé l'Ouganda à accuser le Rwanda de mettre en œuvre un embargo commercial, car il coupait une partie de l'accès terrestre aux marchés de la RDC et du Burundi.

## Seychelles

*Pas de brèves cette semaine*

## Somalie

### 1,4 millions de personnes risquent d'être déplacées en raison de la sécheresse

Plus de 3,2 millions de personnes, soit près d'un cinquième de la population, ont déjà été affectées par la sécheresse qui sévit dans le pays. Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) avertit sur les risques que sont l'insécurité alimentaire, malnutrition, hausse du prix des produits de base, pertes de récoltes et de bétail, pour l'ensemble de ces personnes. Si 245 000 personnes ont déjà été déplacées, ce nombre devrait approcher 1,4 millions en 2022. Un nombre croissant de décès liés à la sécheresse, d'enfants souffrant de malnutrition et de personnes cherchant de l'aide a également été constaté par les membres du NRC.

## Soudan

### 600 MUSD d'exportations d'animaux en 2021

Selon le ministre des Ressources animales, les exportations d'animaux vivants et de viande se sont élevées à plus de 600 MUSD (contre 433 MUSD en 2020, soit une progression de 39%), correspondant à 2,1 millions de têtes et plus de 21 000 tonnes de viande. Le ministre a indiqué qu'une délégation présidée par le sous-secrétaire de son ministère se rendra en Arabie Saoudite, premier client pour le Soudan de moutons vivants, en vue de renouveler le protocole bilatéral sur l'exportation d'animaux. Par ailleurs, le *Camel Research & Studies*

Center est en train d'examiner la faisabilité de la reprise des exportations de chamelles, essentiellement vers l'Égypte, qui avaient été suspendues par décision du Conseil militaire en 2019.

## Soudan du Sud

*Pas de brèves cette semaine*

## Tanzanie

### La fintech tanzanienne NALA a levé 10 MUSD pour étendre son offre de transfert d'argent à l'international

NALA, une start-up tanzanienne spécialisée dans les paiements mobiles et, depuis août 2020, dans les transferts d'argent internationaux, a annoncé jeudi avoir conclu avec succès une nouvelle levée de fonds de 10 MUSD. Le PDG de la société NALA, Benjamin Fernandes, a déclaré qu'avec ce financement, NALA, qui exerce ses activités en Tanzanie, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, au Ghana et en Afrique du Sud, prévoit de s'étendre dans 12 pays africains à la fin de l'année, dont le Nigeria. En plus de permettre les paiements transfrontaliers vers l'Afrique depuis le Royaume-Uni, les États-Unis (corridor qui sera disponible d'ici la fin de l'année) et l'UE, NALA teste en privé des comptes multidevises qui permettront à la diaspora africaine de stocker des devises africaines à l'étranger.

### Le nouveau Plan d'action pour l'horticulture vise 1 Md USD de recettes d'exportations

Un ambitieux plan d'action pour l'horticulture, qui est une idée originale de l'Association horticole de Tanzanie (Taha), a été lancé lors de l'*Horticulture Business Forum* à Arusha. Le ministre de l'Agriculture Hussein Bashe a souligné

à cette occasion que l'industrie horticole était au cœur de l'économie du pays pour la réduction de la pauvreté. Le plan prévoit l'exportation de plus de 2 000 tonnes métriques de produits horticoles d'ici 2026, contre à peine 850 tonnes métriques exportées en 2021. Le plan directeur fera passer le rendement des avocats par acre de 4 800 kg en 2020 à 9 600 kg d'ici 2026, des ananas de 25 000 kg à 36 000 kg, des fruits de la passion de 14 000 kg à 19 600 kg, des mangues de 5 850 à 8 190 kg et des bananes de 4 590 kg à 29 400 kg. La directrice générale de Taha, Mme Jacqueline Mkindi, a déclaré qu'elle devra mobiliser plus de 1 MUSD de prêts à des conditions favorables et à long terme pour que ses membres et d'autres acteurs du secteur puissent investir et augmenter les rendements.



## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)